

Synthèse

La huitième édition biennale de la *Situation des forêts du monde* est consacrée à l'avenir des forêts et de la foresterie à l'échelle sous-régionale, régionale et internationale. En s'appuyant sur les dernières études prospectives du secteur forestier régulièrement conduites par la FAO, cette édition examine les incidences possibles des changements démographiques, économiques, institutionnels et technologiques sur les forêts. Compte tenu de la mondialisation et de l'amélioration des communications, les scénarios régionaux seront de plus en plus interconnectés. Certains pays et certaines régions sont cependant plus à même de relever les défis et de saisir les nouvelles opportunités qui se présenteront tandis que d'autres n'ont pas encore pris les dispositions institutionnelles, juridiques et économiques nécessaires pour gérer les ressources forestières de manière durable.

PARTIE 1: PERSPECTIVES RÉGIONALES

Afrique

La situation forestière en Afrique présente d'immenses défis, car les contraintes liées à la faiblesse des revenus, au manque de vigueur des politiques et à l'insuffisance du développement institutionnel y sont plus fortes qu'ailleurs. L'essor démographique et l'augmentation des prix des produits alimentaires et des coûts de l'énergie aggraveront la situation, notamment à mesure que l'augmentation des investissements dans les infrastructures ouvre de nouveaux territoires. On s'attend à ce que les progrès vers une gestion durable des forêts soient lents car il est probable que la déforestation se poursuivra au rythme actuel.

Les perspectives du secteur forestier seront fortement tributaires des évolutions politiques et institutionnelles: amélioration de l'efficacité et de la redevabilité du secteur public; renforcement de l'inclusivité, de la compétitivité et de la transparence des institutions du marché; et capacité du secteur informel à offrir aux plus pauvres des possibilités d'améliorer leurs moyens d'existence. Le développement de produits et services indispensables à l'échelle locale et internationale ainsi que la consolidation des institutions locales sont des moyens importants pour mettre un frein à l'épuisement des ressources forestières. Les efforts allant dans ce sens doivent se fonder sur les connaissances et l'expérience locale en matière de gestion communautaire durable des ressources intégrant l'agriculture, la foresterie et l'élevage.

Asie et Pacifique

Compte tenu de la grande diversité de la région Asie-Pacifique, plusieurs scénarios peuvent être envisagés. La superficie forestière se stabilisera et augmentera dans la quasi-totalité des pays développés et dans certaines économies émergentes, mais elle continuera de diminuer dans les pays à faible et moyen revenu

dont le couvert forestier est abondant, du fait de l'expansion de l'agriculture, y compris de la production de matières premières pour la fabrication de biocarburants.

La demande de bois et de produits ligneux continuera de progresser parallèlement à la croissance démographique et à la hausse des revenus. La poussée de la demande de produits primaires, liée à l'industrialisation rapide des économies émergentes, devrait se traduire par une reconversion forestière dans d'autres pays, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région. Si la région Asie-Pacifique enregistre le taux le plus élevé de plantations forestières, elle n'en restera pas moins tributaire du bois fourni par d'autres régions, les contraintes liées à la terre et à l'eau limitant les possibilités d'autosuffisance en bois et en produits ligneux. La demande de services environnementaux augmentera au fur et à mesure de la hausse des revenus, et une plus grande importance sera sans doute accordée aux initiatives de conservation fondées sur la participation des communautés locales.

Europe

Selon les prévisions, les ressources forestières continueront de s'accroître en Europe en raison d'une moindre dépendance à l'égard de la terre, de l'augmentation des revenus, du souci de la protection de l'environnement et de cadres politiques et institutionnels bien établis. La fourniture de services environnementaux devrait demeurer l'une des principales préoccupations, plus particulièrement en Europe de l'Ouest, et des règles et réglementations réduiront la compétitivité de la production de bois par rapport à d'autres régions.

Comme par le passé, la gestion forestière répondra à un large éventail d'objectifs. Il est probable que la viabilité économique restera problématique, notamment pour les petits propriétaires forestiers, mais l'augmentation de la demande en bois de feu pourrait changer la situation. L'industrie forestière, notamment en Europe de l'Ouest, pourrait voir sa compétitivité baisser par rapport à d'autres régions dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, mais elle a toutes les chances de conserver sa place en tant que première productrice de produits de haute technologie. Au sein de la région, les différences entre les forêts d'Europe de l'Est et d'Europe de l'Ouest pourraient s'estomper, du fait de l'accélération de la croissance économique de l'Europe de l'Est.

Amérique latine et Caraïbes

Le rythme de la diversification économique et une moindre dépendance à l'égard de la terre se répercuteront sur les forêts et la foresterie en Amérique latine et dans les Caraïbes. En Amérique centrale et dans les Caraïbes, où les densités de population sont élevées, l'urbanisation croissante prendra le pas sur l'agriculture, la déforestation diminuera et la forêt regagnera

certaines zones déboisées. En Amérique du Sud toutefois, malgré la faible densité de la population, la déforestation risque de ne pas ralentir dans un proche avenir. Les coûts élevés des produits alimentaires et de l'énergie inciteront à poursuivre le déboisement pour libérer des terres pour l'élevage et la culture de denrées alimentaires, de fourrages et de produits transformables en biocarburants afin de répondre à la demande mondiale. La gestion durable des forêts constituera encore un défi dans plusieurs pays où les droits fonciers ne sont pas clairement définis.

L'Amérique latine et les Caraïbes sont très bien placées pour bénéficier de l'expansion de la demande de biens publics mondiaux issus des forêts, en particulier dans les domaines de la fixation et du stockage du carbone, mais il faudra, pour cela, remanier profondément les cadres politiques et institutionnels. La superficie de forêts plantées progressera, promue par des investissements privés et par le maintien de la demande internationale de bois et de produits ligneux d'origine asiatique. Il est toutefois peu vraisemblable que l'intensification des plantations suffira à compenser le déboisement persistant.

Amérique du Nord

L'avenir de la foresterie en Amérique du Nord dépendra, à court terme, de la rapidité avec laquelle la région mettra fin à la récente récession économique et à son impact sur la demande de bois et de produits ligneux, notamment aux États-Unis d'Amérique. Le secteur forestier devra également traiter des problèmes liés au changement climatique, qui se traduisent, entre autres, par l'augmentation de la fréquence et de la gravité des incendies de forêt et des ravages provoqués par des espèces envahissantes. La demande de bois comme source d'énergie progressera, surtout si la production de biocarburant de cellulose devient une solution commerciale viable; dans ce cas, les investissements consacrés aux plantations forestières seront renforcés.

Au Canada et aux États-Unis, les superficies forestières resteront plus ou moins stables, même si la vente de terrains boisés appartenant à des grandes sociétés forestières pourrait changer leur mode de gestion. Au Mexique, les taux de déforestation se modifieront en fonction de la vitesse à laquelle l'économie agricole se transformera en une économie industrielle dans laquelle la terre ne sera plus la principale source d'emplois et de revenus. La viabilité économique de l'industrie forestière pourrait fluctuer et même fléchir, mais la fourniture de services environnementaux continuera à prendre de l'importance, grâce à l'intérêt public.

Asie occidentale et centrale

Les perspectives des forêts et de la foresterie en Asie occidentale et centrale sont mitigées. Compte tenu de l'augmentation des revenus et de l'urbanisation croissante, la situation pourrait

s'améliorer ou rester stable dans certains pays, mais le tableau sera plus sombre dans plusieurs pays à bas revenu, fortement tributaires de l'agriculture. Les forêts continueront à se dégrader dans des pays assez nantis, mais dont les institutions ne sont pas suffisamment développées. Dans l'ensemble, une faible priorité est accordée aux investissements publics dans le secteur forestier.

Des conditions de végétation défavorables limitent les perspectives de production commerciale de bois. La hausse rapide des revenus et la forte croissance démographique donnent à penser que la région restera tributaire des importations pour satisfaire la demande de la majeure partie des produits ligneux. La fourniture de services environnementaux restera la principale justification de la foresterie, notamment pour lutter contre la dégradation des terres et la désertification, pour protéger les bassins versants et pour améliorer l'environnement urbain. Il est nécessaire de renforcer les institutions, en particulier au niveau local, pour promouvoir une approche intégrée de la gestion des ressources naturelles.

PARTIE 2: S'ADAPTER POUR L'AVENIR

Demande mondiale de produits ligneux

Les revenus que perçoivent les propriétaires grâce à leurs terres forestières et aux biens et services forestiers produits sont un facteur déterminant pour l'investissement dans la gestion forestière. Les changements démographiques, la croissance économique, les mutations économiques régionales et les politiques relatives à l'environnement et à l'énergie seront déterminants pour ce qui est de la demande mondiale de produits ligneux sur le long terme.

La production et la consommation des principaux produits ligneux et de la dendroénergie devraient augmenter jusqu'en 2030, ce qui est en grande partie conforme aux tendances antérieures. La transformation la plus spectaculaire concernera l'accroissement rapide de l'utilisation du bois comme source d'énergie, plus particulièrement en Europe, sous l'impulsion des politiques favorisant l'utilisation des énergies renouvelables. Les taux de croissance les plus élevés continueront d'être enregistrés en Asie, qui sera le premier producteur et consommateur de panneaux à base de bois et de papier/carton (même si la consommation par habitant restera plus forte en Europe et en Amérique du Nord). La production de bois rond industriel en Asie sera loin de répondre à la demande, ce qui renforcera la dépendance à l'égard des importations.

Le potentiel de production à grande échelle de biocarburant à partir de cellulose aura des conséquences sans précédent sur le secteur forestier. La hausse des coûts de transport se répercutera également sur la demande de produits ligneux. Ces facteurs ainsi que d'autres, dont les changements de taux de change,

auront une incidence sur la compétitivité du secteur forestier et agiront sur la production et la consommation de presque tous les produits forestiers.

Il est de plus en plus probable qu'à l'avenir, le bois rond industriel proviendra de forêts plantées. Cette évolution, déjà bien amorcée, offre des possibilités intéressantes et des défis pour la gestion forestière.

Répondre à la demande de services environnementaux procurés par les forêts

La croissance des revenus, conjuguée à une plus grande sensibilisation, renforcera la demande de services environnementaux que fournissent les forêts, tels que la propreté de l'air et de l'eau, l'atténuation des conséquences des changements climatiques et la préservation des paysages. S'il est vrai que l'augmentation des revenus consolide également la capacité de la société à supporter les coûts de la protection environnementale, la croissance économique s'accompagne souvent d'une intensification des effets négatifs sur l'environnement. Ainsi, les pays qui connaissent une croissance économique rapide traversent souvent une période d'exploitation des ressources forestières et donc, un recul des services environnementaux. Pour maintenir les services environnementaux des forêts, il est nécessaire de trouver un juste équilibre entre la production de biens et la fourniture de services.

Les approches réglementaires visant à préserver la capacité des forêts à répondre à la demande de services environnementaux prévoient la création d'aires protégées, l'adoption d'instruments de gestion forestière durable et l'établissement de politiques nationales d'approvisionnement vertes.

Les approches axées sur le marché comprennent la certification, les marchés du carbone et le paiement des services environnementaux (PSE). La mise en place d'un régime de certification forestière indépendante continuera de s'étendre, même s'il est encore difficile d'obtenir une indemnité pour couvrir les frais de mise en œuvre. Les systèmes prévoyant le versement d'une somme adéquate aux propriétaires de forêts afin de les inciter à les conserver retiennent beaucoup d'attention; ces dispositifs existent depuis longtemps déjà pour les services de loisirs et sont aujourd'hui adoptés pour assurer la protection des bassins versants, la conservation de la biosécurité et la fixation du carbone. Ils sont appelés à se multiplier, mais il faudra établir au préalable des cadres institutionnels et juridiques pour en garantir le bon fonctionnement.

Les débats en cours pour inclure des mesures possibles de réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les négociations sur le changement climatique ont suscité de vifs espoirs. Toutefois, l'adoption de mesures d'incitation destinées à freiner la déforestation touche à des questions politiques, institutionnelles et éthiques complexes dont il faut tenir compte.

Transformer les institutions

Le rééquilibrage entre les institutions du secteur forestier – organismes publics, secteur privé, organisations de la société civile, secteur informel et organisations internationales

– jouera un rôle important dans l'adaptation de la société aux mutations sociales, économiques et environnementales. L'émergence de nouveaux acteurs a renforcé la complexité de la configuration institutionnelle. En général (même si cela ne concerne pas l'ensemble des pays), les règles du jeu tendent à devenir plus équitables, ce qui est dû en partie aux nouvelles technologies d'information et de communication. Le pluralisme, bien nécessaire, ouvre de nouvelles possibilités aux petites et moyennes entreprises et aux organisations communautaires. Si les organismes publics qui ont dominé la scène jusqu'à présent ne s'adaptent pas au changement, ils perdront peu à peu de leur pertinence.

En raison de la vitesse à laquelle progresse la mondialisation, de nouveaux acteurs, tels que les organismes de gestion des investissements forestiers, les sociétés d'investissement immobilier, les fonds souverains et les institutions du marché du carbone, pourraient modifier la cartographie des institutions internationales. Une pression immense sera exercée sur les institutions pour qu'elles limitent les conséquences de la fragmentation et consolident les efforts.

Progrès des sciences et technologies forestières

Vu la rapidité des changements, il est difficile de se faire une idée de ce que seront les sciences et les technologies forestières de demain. L'innovation a considérablement amélioré la capacité du secteur forestier à répondre aux nouvelles demandes de la société et continuera à le faire. Néanmoins, un grand nombre de pays en développement ont une capacité scientifique limitée ou peu crédible, ce qui entrave leur développement à long terme. Même dans de nombreux pays développés, les capacités dans le domaine des sciences et technologies forestières se sont érodées.

Les recherches continuent toutefois d'ouvrir de nouvelles perspectives dans tous les domaines intéressant les forêts, depuis la production, l'exploitation et la transformation du bois jusqu'à la dendroénergie et à la fourniture de services environnementaux. Des domaines relativement nouveaux, tels que les biotechnologies, les nanotechnologies et les technologies de l'information et de la communication, contribuent à cette évolution. La valeur des connaissances traditionnelles locales est en outre de plus en plus reconnue.

Le renforcement des recherches entreprises par le secteur privé dans un objectif commercial et l'affaiblissement des capacités de recherche dans le secteur public soulèvent plusieurs questions. Un grand nombre de populations n'ont pas les moyens d'acquérir des technologies plus performantes et sont souvent exclus du bénéfice des recherches du secteur privé, ce qui accentue les disparités d'accès aux connaissances et se répercute sur les revenus et les niveaux de vie.

Des efforts beaucoup plus concertés doivent être déployés pour résoudre les problèmes de déséquilibre et de lacunes en matière de capacités scientifiques et technologiques. Au nombre des nouveaux enjeux à relever, il conviendra de réduire les obstacles au flux de technologies d'un pays à l'autre et au sein des pays tout en assurant l'intégration des questions sociales et environnementales, et de dépasser les limites sectorielles traditionnelles afin que le secteur forestier puisse bénéficier des progrès scientifiques et technologiques qui ne le concernent pas exclusivement.